

## **La guerre d'Algérie dans le monde occidental**

### **Introduction**

À partir de 1954 jusqu'à 1962, la guerre d'Algérie fut une des guerres de décolonisation les plus importantes de l'histoire. En même temps, c'était une guerre très compliquée.

D'ordinaire, la guerre est connue seulement comme une guerre civile entre la France et un territoire français ( l'Algérie n'était pas considérée comme une colonie officiellement ). Même si plus de 40 ans ont passé après la guerre, elle a laissé une cicatrice dans la société française. Ce fait est incontestable, preuve en est un grand nombre de mémoires, les polémiques, et les recherches sur la guerre faites l'une après l'autre. Se pencher sur la guerre d'Algérie est un des thèmes les plus essentiels pour comprendre la situation actuelle de la France.

La guerre a causé un choc aux Français, qui considéraient l'Algérie comme un même pays. Pour eux, la nouvelle qu'une émeute avait éclaté était complètement incroyable. Les images de la guerre étaient diffusées par les médias, et elles ont changé les idées du monde intellectuel. Au niveau du gouvernement, la guerre a beaucoup contribué à la révision de la Constitution, après le retour de De Gaulle.

L'impact ne s'arrête pas là. Plus qu'une guerre civile, la guerre d'Algérie fut une guerre internationale. Pour les autres pays européens, le fait qu'une guerre de décolonisation ait commencé constituait une menace. Après la conférence de Bandoeng, les pays non-alignés furent encouragés profondément par cette guerre. De plus, comme l'époque était celle du milieu de la guerre froide, la guerre, les forces communistes étant très fortes en Algérie, était essentielle pour deviner l'avenir dans ses conséquences pour les Etats-Unis et l'Union Soviétique.

En dégagant les perspectives différentes de cette guerre, on peut mieux la comprendre, et cette compréhension se lie à celle de la relation franco-algérienne de nos jours, où beaucoup de problèmes existent encore. Dans la première partie, on va traiter des perspectives de la guerre en France. Dans la deuxième partie, on se penchera sur la guerre dans un contexte international. Enfin, en conclusion, la situation actuelle de l'Algérie sera examinée.

### **La guerre d'Algérie**

A partir des années 1830, la France a placé l'Algérie sous sa domination. En 1848, l'Algérie a été divisée en trois départements – la région autour d'Oran, la région autour

d'Alger, et la Constantine – considérés comme une partie de la métropole. L'Algérie a joué un rôle important comme base de contrôle de l'Afrique du nord ; en 1881, la France a colonisé la Tunisie, les territoires à l'ouest de l'Algérie, de l'Empire ottoman, et plus tard, en 1912, le Maroc à l'est.

En Algérie, mis à part les colons venus des pays européens, une partie des Juifs et des Musulmans à qui on a accordé la citoyenneté, les autochtones ont été discriminés et opprimés. Après la fin de la deuxième guerre mondiale, dans le courant de l'autodétermination venu des pays asiatiques, le mouvement contre la gouvernance française s'est amplifié. L'oppression d'un mouvement ethnique en Tunisie par la France en janvier 1952 a fait baisser la réputation française, qui tient encore à sa politique coloniale. De plus, par le traité de Genève en 1954, les quatre pays d'Indochine ( le nord et le sud Vietnam y compris ) ont gagné leur indépendance officiellement, et ça a encouragé beaucoup les gens qui vivaient dans les colonies ou les territoires d'outre-mer de la France.

Finalement, le temps est arrivé. En 1954, les guérillas algériennes ont fondé le Front de Libération Nationale ( FLN ), et l'insurrection armée est devenue sérieuse. Face à cet événement, la France a renforcé ses forces, et l'insurrection s'est transformée en guerre. En 1955, des émeutes ethniques contre la France ont éclaté en Algérie, Tunisie, et au Maroc. La Tunisie et le Maroc ont acquis l'indépendance, mais quant à l'Algérie, avec beaucoup plus de colons que les deux autres pays, le gouvernement français s'est divisé autour des contre-mesures. L'armée française a massacré les habitants estimés supporter le FLN, et à l'inverse, les cafés et les cinémas sous la gestion des Français étaient les victimes du terrorisme du FLN. La guerre s'est enfoncée dans un bourbier. En 1958, suite au coup d'Etat des officiers et colons soutenant l'Algérie française, sous la menace d'une invasion de la métropole, la IV<sup>e</sup> République n'a pas pu trouver de solution efficace, et s'est trouvée dans un état d'écroulement.

A la demande du gouvernement, Charles de Gaulle est devenu premier ministre, et la V<sup>e</sup> République a commencé. Craignant un déficit des finances à cause de la guerre d'Algérie, de Gaulle a soutenu l'autodétermination des Algériens en septembre. En 1960, connue comme " l'année de l'Afrique ", la France a approuvé l'indépendance des pays d'Afrique successivement, et entre autres, de Gaulle a annoncé « le projet pour la paix en Algérie ». Cette annonce a inspiré à une partie des armées combattant en Algérie et aux colons de la répulsion, et a suscité des émeutes contre de Gaulle en novembre par les colons en Algérie. Les militaires et les colons sur les lieux ont créé l'Organisation Armée Secrète ( OAS ), et ont commencé une révolte contre l'armée française et les officiers français.

Avec l'intensification du terrorisme de l'OAS contre l'armée française, du FLN, et des civils algériens, de Gaulle a lancé un appel au FLN pour des négociations de paix. En mars 1962, par les accords d'Evian, l'indépendance de l'Algérie était reconnue, et les combats entre l'armée française et le FLN étaient arrêtés. En juillet, par un vote en Algérie, l'indépendance était adoptée à la majorité absolue. Ben Bella, le fondateur du FLN, était élu comme le premier président.

## I . La guerre et la France

Un des facteurs les plus importants de cette guerre est que c'est une guerre par laquelle l'Algérie a essayé de gagner son indépendance vis-à-vis de la France. Dans la première partie, on va regarder comment des gens dans des positions différentes ont réagi à cette guerre.

### a. L'opinion publique

#### Les Français dans la métropole

Ici, afin d'étudier les réactions des Français en général face à la guerre, on va traiter des sondages qui ont été faits par le gouvernement.

En entendant l'annonce de la guerre, l'opinion publique en France s'affola. Comme Pierre Mendès France, le Président du Conseil, le dit alors : « Les départements d'Algérie font partie de la République, ils sont français depuis longtemps; leur population a joui d'une citoyenneté française et est représentée au Parlement, a donné assez de preuves de son attachement à la France pour que la France ne laisse pas mettre en cause son unité ».

Dans les sondages qui ont suivi, on a demandé aux Français si l'Algérie devait garder son statut de département, c'est-à-dire si elle devait rester partie intégrante de la France , ou si elle pouvait avoir des liens moins étroits avec la métropole, c'est-à-dire bénéficier d'une autonomie interne tout en restant dans la République. Voici les réponses :

	Oct. 1955	Fév. 1956	Avr. 1956	Mar. 1957	Sep. 1957
Département français	47%	49%	40%	34%	36%
Autonomie interne	26%	25%	33%	35%	40%
Sans opinion	27%	26%	27%	31%	24%

Comme on peut s'en apercevoir, les partisans de l'Algérie française ne sont jamais arrivés à former la majorité de l'opinion publique française. Jusqu'en avril 1956, ils ont été seulement plus nombreux que les Français qui acceptaient d'accorder une certaine autonomie à l'Algérie (Cazabon, 1991).

A partir de l'élection de de Gaulle comme Président en décembre 1958, la majorité des Français, de 68% à 51% selon les sondages, lui a fait confiance pour résoudre les problèmes en Algérie. Pour eux, l'Algérie ne devait pas rester sous la souveraineté de la France parce que cela entraînait trop de dépenses pour la métropole. D'autre part, l'idée qu'il faudrait tôt ou tard accorder l'indépendance à l'Algérie gagnait du terrain : 51% des Français pensaient ainsi en février 1959. Un mois plus tard, 71% des Français sont favorables aux négociations avec le FLN, en vue d'un cessez-le-feu.

Devant l'opposition à sa politique algérienne, non seulement en Algérie mais aussi en France, le général de Gaulle a décidé de procéder à un référendum. Le 8 janvier 1960, la question suivante était posée : « Approuvez-vous le projet de loi soumis au peuple français par le président de la République, et concernant l'autodétermination des populations algériennes et l'organisation des pouvoirs publics en Algérie, avant l'autodétermination ? » Les Français ont approuvé massivement le projet de loi par 75.26% des suffrages exprimés. Au début d'avril 1961, après le référendum et au moment où se préparaient les accords d'Evian, 57% des Français ont pensé que l'Algérie serait indépendante ; le seul problème étant les rapports qui devraient s'établir entre la France et l'Algérie indépendante.

L'année 1962 a commencé avec un signe de violence en Algérie. Malgré le dispositif de lutte anti-OAS, et la mise en place de services spéciaux, les premiers mois de l'année étaient particulièrement meurtriers : 113 morts et 237 blessés au cours de la première semaine de janvier. Les grèves se sont généralisées, l'OAS a commis des attentats spectaculaires comme celui du 21 janvier à El Biar lorsque une villa des services spéciaux a été détruite.

Les attentats continuaient en Algérie, on en dénombre 40 par jour en mars. C'est dans ce climat que se déroulent les négociations d'Evian, du 7 au 18 mars. La signature des accords d'Evian promet la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie, liée au cessez-le-feu, qui doit avoir lieu le 19 mars, et précise les conditions du référendum d'autodétermination qui doit avoir lieu le 1<sup>er</sup> juillet.

Un sondage du 27 mars montre que 80% des Français sont satisfaits des accords d'Evian. Au référendum du 8 avril, les Français approuvent ces accords massivement, avec 90.7% des suffrages.

Cependant, 60% des Français pensaient qu'il restait encore des problèmes. Le

problème de l'Algérie n'est pas totalement réglé : il y a le terrorisme de l'OAS. Mais après, l'OAS est démantelée, et l'exode des Français d'Algérie commence.

Un sondage du 27 juin montre que 74% des Français ont voulu que l'Algérie devienne un Etat indépendant en coopérant avec la France dans les conditions définies par les accords d'Evian , 6% seulement sont contre.

Au vu de cette donnée, on peut dire que les défenseurs de l'Algérie française n'ont jamais été majoritaires en France, contrairement à ce que pensent beaucoup de gens. Les raisons pour lesquelles les Français en majorité ont accepté l'indépendance de l'Algérie peuvent s'expliquer ainsi : le grand public n'a jamais été impliqué dans le débat, d'abord sur la colonisation, puis sur la décolonisation. De plus, les Français ont demandé au général de Gaulle de prendre le destin de l'Algérie en main, puisqu'il n'avaient pas eux-mêmes de projet collectif. Et encore, la guerre d'Indochine ( de 1946 à 1954 ) a suivi immédiatement la Deuxième guerre mondiale, et fait tout de même 92 mille tués du côté français, et la majorité des Français voulait la paix à n'importe quel prix ( Cazabon, 1991 ).

#### Les Pieds-Noirs

A propos de la guerre d'Algérie, quand on dit « les Français », cela ne signifie pas seulement les Français de la métropole, mais aussi les immigrés en Algérie : les colons. L'histoire de l'immigration commence juste après la prise de contrôle en 1830. En France, les contrôles d'émigration étaient excessivement faibles, et on a pu envoyer des gens dans les territoires d'outre-mer avec facilité. Comme le territoire algérien est juste de l'autre côté de la mer Méditerranée, le nombre d'émigrés en Algérie a augmenté rapidement. En 1840, il dépasse 280 000, en 1848 1 100 000, et plus de deux millions en 1870. A la fin du 19<sup>e</sup> siècle, en 1896, le nombre des Français nés en Algérie a dépassé celui des autres émigrés des pays européens ( Matsuura, 2006 ). De plus, le droit de la nationalité a changé en 1889, et la nationalité a été accordée non plus selon un droit du sang, mais selon le lieu de naissance, le droit du sol. En Algérie, les étrangers qui étaient nés sur place ont pu obtenir la nationalité française, et beaucoup d'émigrés venus d'Espagne, d'Italie, de Grèce, ou de Malte sont devenus français.

La position des colons était plus compliquée que celle de l'opinion publique en métropole. En Algérie, plus que dans les autres colonies, il y avait une société massive d'Européens. Donc, la répulsion des colons contre le mouvement d'indépendance était extrêmement vive. Pour eux, l'acceptation de l'indépendance signifiait la dégradation à une position de minorité. Les colons ont considéré non seulement le FLN, mais aussi le gouvernement pouvant faire des concessions avec le FLN, comme leurs ennemis. Par

conséquent, car ils voulaient être des Français ayant conscience de leur particularité distincte, ils ont composé une troisième force pour la résolution des problèmes politiques et sociaux.

Même si 75% des Français de métropole ont supporté l'autodétermination de l'Algérie, c'est-à-dire la politique coloniale de de Gaulle, les militaires et les colons en Algérie étaient plutôt contre, et ont fondé l'OAS, commençant ainsi une rébellion contre la France. Les colons ont cru que l'Algérie était un territoire propre à la France. Ils ont situé cette guerre comme une bataille entre la civilisation européenne et la barbarie. L'OAS a commis des actes de terrorisme activement en Algérie, et en France, en assassinant des politiciens français ou des fonctionnaires de la police. En septembre 1961, ils ont essayé d'assassiner de Gaulle, mais ont échoué. Cette fois, des officiers de l'Armée de l'air, la plus forte armée en France, ont participé à ce projet d'assassinat qui a effrayé les Français. Mais avec sa découverte le support pour les colons et l'OAS a largement diminué, et l'appui à l'indépendance de l'Algérie a augmenté en France.

Face aux accords d'Evian, que 90% des Français dans la métropole ont soutenu, l'OAS a redoublé dans le terrorisme, donnant l'assaut au FLN, et a commencé à détruire les infrastructures modernes que la France avait construites pour l'Algérie. L'OAS a essayé de remettre l'Algérie dans sa situation d'avant le contrôle de la France, si on devait rendre le territoire. Face à cette action, le FLN a lui aussi pris des mesures de représailles, et la plupart des colons ont commencé à émigrer en France, effrayés de l'anarchisme né de cet échange de terrorisme, même s'ils avaient la possibilité de rester en Algérie dans le cadre des accords d'Evian. Plusieurs membres de l'OAS ont admis alors la défaite, et en juin 1962, ils ont suspendu les hostilités, mais à ce moment-là, presque tous les colons avaient déjà décidé de quitter l'Algérie.

Après l'indépendance, l'OAS a tenté un nouvel attentat contre de Gaulle et un coup d'Etat dans la métropole, mais a échoué à nouveau, et finalement a décliné. Seul un petit nombre de colons est resté en Algérie. Les harkis, les Algériens qui se sont battus pour la France, au nombre d'environ 250000, ont connu les représailles du FLN, et la plupart ont été tués, et le reste a émigré en France.

Mais, ces immigrés, ou les rapatriés, n'ont pas reçu un accueil chaleureux à leur arrivée en France. En premier lieu, l'administration n'a pas ménagé son aide pour la réception des rapatriés. Cependant, à mesure qu'augmentait le nombre de rapatriés à court terme, sont apparus des problèmes sociaux comme le manque de logement et de travail, et l'administration est devenue paresseuse. Dans la ville, les rapatriés ont souffert de vocabulaire discriminatoire et de l'indifférence des gens, et se sont sentis aliénés. Ils se sont finalement assimilés à la société française assez facilement à cause

de la haute croissance de l'économie dans les années 1970, néanmoins, le sentiment d'aliénation reste encore comme une balafre chez les rapatriés.

Après leur arrivée en France, l'appellation que la plupart des rapatriés a utilisé était celle de « Pieds-Noirs ». Il y a plusieurs théories pour exprimer l'origine de cette dénomination : l'une dit que c'est parce que les colons portaient des vêtements blancs à l'exception de leurs chaussures noires quand ils sont arrivés pour la première fois en Algérie, l'autre que c'est parce que leurs pieds étaient noirs effectivement à cause de la fabrication du vin. Mais ces théories ne sont pas valables de nos jours, ni l'un ni l'autre, puisque ce terme n'a été utilisé qu'à partir de la guerre d'Algérie. Par la suite, cette appellation a circulé en France comme une insulte vis-à-vis des Français d'Algérie. Pourtant, maintenant, ce sont les rapatriés eux-mêmes qui l'utilisent pour leur propre dénomination ( Matsuura, 2006 ). La plupart des rapatriés ne savait rien de leur " métropole ", la France. Quand ils ont été forcés de quitter leur territoire familial, et se sont trouvés isolés dans leur " propre " pays, ni « le Français » ni « le Français d'Algérie » n'étaient efficaces pour exprimer leur identité. Finalement, le terme « Pieds-Noirs », autrefois insulte, sans expression de la nuance du nom de lieu ( comme la France, et non l'Algérie ), ni de l'action ( comme le retour, et non le départ ), a été choisi, paradoxalement, comme terme exprimant le mieux leur particularité.

#### b. Les intellectuels

Confrontée aux scènes de violence, il y eut un changement certain de l'opinion publique. On va regarder comment le mouvement de décolonisation a changé la manière de penser chez les intellectuels, surtout au sujet des violences.

Chez les intellectuels, deux hommes faisaient figure de leaders : Jean-Paul Sartre et Albert Camus.

Albert Camus était bouleversé par la guerre d'Algérie. Il était né en Algérie, dans une famille de pionniers français. Face à la guerre, il a réaffirmé sa solidarité totale avec les Algériens dans un article de L'Express, un journal auquel il a adhéré. Avec l'approche d'élections en janvier 1956, Camus a lancé un appel pour un compromis raisonnable, selon lequel les Français admettraient l'échec de l'assimilation et les nationalistes algériens renonceraient à leur obstination et à la tentation de pan-arabisme. Le 22 janvier 1956, cet appel était répété à Alger, mais c'était trop tard ; les voix libérales n'étaient plus entendues. Camus n'a pas approuvé les positions radicales des Français en Algérie, mais aussi, il ne pouvait accepter l'idée qu'un jour, il deviendrait un étranger dans son propre pays. Il a passé une période de durs doutes. Il décida alors de se taire et ne plus écrire pour toujours sur l'Algérie. Une phrase échappée fut assez pour l'y

entraîner à nouveau. Après la réception du Prix Nobel, qui lui est accordé en décembre 1957, un étudiant algérien le prend à partie dans une conférence à Stockholm. Il lui a dit : « Je crois à la justice, mais je défendrai ma mère avant la justice ». Ce propos a fait scandale à gauche, souvent déformé ou mal interprété en même temps, ce que Camus redoutait, et la raison pour laquelle il se taisait. Camus était lié de toutes ses fibres à l'Algérie. « L'aversion pour le terrorisme et pour la violence à l'égard des civils rendra souvent l'engagement difficile ou réticent dans l'un ou l'autre des deux camps d'un conflit qui ira en se radicalisant. » ( Rioux, 1990 ). Camus, un « traître », était considéré comme ayant collaboré avec l'Algérie. Camus est devenu isolé. Il est mort dans un accident de voiture, le 4 janvier 1960. Il est triste qu'il ait fini sa vie si tôt, à l'âge de 43 ans.

A l'opposé de Camus, il y avait Jean-Paul Sartre. On a pu dire de la guerre d'Algérie qu'elle fut « la guerre de Sartre » ( Roland Dumas ). Il était vraiment un symbole, et un repoussoir. Il ne s'est pas beaucoup exprimé sur la guerre d'Indochine, mais face à la guerre d'Algérie, il a pris position contre la violence de la France. Le 27 janvier 1956, une réunion du Comité d'Action des Intellectuels contre la Poursuite de la Guerre en Afrique du Nord était tenue. Sartre, un membre du comité, a dit que la seule chose qu'on peut, et qu'on doit essayer de faire, la chose essentielle dans ces jours-là, était de se battre à côté des Algériens et des Français à la fois, pour les délivrer de la tyrannie coloniale. En 1958, il a écrit un article, où il a essayé de montrer que la torture n'est pas un accident, mais une nécessité dans le type de guerre que la France livrait. En fait, on doit mettre fin à l'ignominie et la cruauté. La torture, le terrorisme, la démocratie, les droits de l'homme.... ce n'était pas un temps pour rechercher un consentement, mais un engagement ( Stora, 2001 ).

Ces mouvements d'intellectuels ont créé un nouveau groupe, « la nouvelle gauche ». Même s'il y avait le point commun que toutes les deux poursuivaient un renouvellement de la gauche, plusieurs différences ont partagé le groupe en deux fractions. La première regroupait les demandes des gens et la réalité de la modernisation de la société et de l'économie par la consommation et la production de masse. Elle a recherché une pensée innovatrice de modération, et une vision plus réaliste, et ces idées-là étaient supportées par Pierre Mendès France et Albert Camus. La deuxième fraction était dirigée par Jean-Paul Sartre, et par les mouvements contre la guerre d'Algérie. Elle penchait plus à gauche, et était plus radicale. Cette fraction va se situer à l'extrême gauche un peu plus tard, sous le nom de « gauchiste ».

Dans les années 1950 et 1960, parmi les idées de la nouvelle gauche, il existait une cohabitation étrange d'idées et de mouvements contradictoires ( Ootake, 2005 ). On peut

dire que la raison de ce “ mélange ” était une bataille pour le moment : la campagne contre la guerre d’Algérie. Les deux fractions débordées par cette campagne, les divergences ne sont pas apparues en surface, et cela leur a rendu possible de créer un nouveau groupe, qui portait une critique sévère contre le gouvernement.

### c. Les médias

Les intellectuels ont joué un rôle très important dans l’influence sur l’opinion publique. Cependant, il ne s’agissait pas d’actions directes, comme la mobilisation massive dans la rue, mais la dispersion de leurs idées était faite par l’intermédiaire des médias. Plus qu’un simple moyen d’information, les médias ont été un acteur dans le mouvement contre la guerre de leur propre initiative, et cela s’applique à la fois à la télévision et la presse.

#### La télévision

Le contenu des informations télévisées pendant , et juste après la guerre était fondamentalement lié à des raisons politiques. Les émissions françaises étaient strictement censurées , et il y avait aussi de l’autocensure de la part des journalistes, car la guerre a beaucoup d’influence sur le public en général. Les médias n’ont pas d’autres moyens que de s’en tenir aux interdictions du gouvernement. Mais dans ce cas précis, même si elle n’a pas achevé une indépendance totale, il y avait une émission qui avec une position particulière : « Top news ».

Cette émission, qui était diffusée régulièrement, a fait connaître aux Français la complexité de la guerre, les relations entre les groupes divers, et les positions différentes dans l’armée : d’antagonisme, jusqu’à la friction. Tout cela n’était pas permis dans les autres programmes, et donc a rendu cette émission encore plus significative. Mais, encore, parce que la guerre était si loin de la France géographiquement, on ne pouvait voir la guerre que par les rapatriés de l’armée, qui ont toujours gardé le silence.

Après la fin de la guerre en 1962 jusqu’en 1969 quand le général de Gaulle a quitté la présidence, l’émission a maintenu son approche caractéristique. Cette approche avait comme but d’introduire une tendance en France, par la constitution d’une émission avec assez de considérations éducatives pour traiter de discussions très délicates comme celle sur les Pieds-Noirs, ou celle sur la normalisation de la relation entre l’Algérie et la France ( Fleury-Villatte, 2004 ). Sur ce point, l’émission était en accord avec l’opinion, car toutes les deux ont essayé de surmonter la crise mentale et d’avancer vers le futur, comme on peut le voir dans les sondages.

Durant cette période, les émissions n’étaient pas autorisées à diffuser des

informations contre l'orientation du gouvernement. Par conséquent, quand les directeurs ou les journalistes traitaient de la guerre, le but était de rassembler l'esprit de corps dans le peuple. L'histoire des Harkis ( les Algériens combattant pour la France pendant la guerre ), ou les problèmes difficiles comme ceux qui concernent les tortures ont été évités, et unifier l'opinion publique était considéré plus important.

#### La presse

Quant aux maisons d'édition, Le Seuil a montré une tendance de centre gauche, mais il y avait deux maisons qui ont développé une lutte contre l'orientation du gouvernement pendant la guerre d'Algérie : les Editions de Minuit, et Maspéro ( aujourd'hui La Découverte ). Les deux présidents se sont mis d'accord, et dans un contexte de nombreuses manifestations du parti de la guerre, sur 23 éditions de « La littérature d'action », une collection des Editions de Minuit, 9 étaient censurées, ou saisies. Le problème était non seulement le contenu en lui-même, mais aussi que le président avait une politique éditoriale qui pouvait passer pour de la provocation. Dans un sens, les responsables des Editions de Minuit étaient le contraire de ceux du Seuil. Le Seuil a publié un aveu d'un militaire pour dénoncer les tortures, alors que Minuit a publié le témoignage des victimes. Mais le président des Editions de Minuit a insisté plusieurs fois que cette publication n'était pas un acte de bataille contre la guerre d'Algérie, mais une bataille pour la France. Il a aussi dit que cette orientation était héritée de la tradition de la Résistance, de laquelle Minuit est née.

D'autre part, Maspéro avait un caractère plus proche de l'idée de « tiers-monde ». Maspéro, aussi, a eu beaucoup de ses livres, de même que le magazine « Partisans » saisis. En fait, on dit que les intellectuels français ont découvert le « tiers-monde » par Maspéro, et que celle-ci a créé une nouvelle relation entre les intellectuels français et les algériens. Maspéro a appliqué tous ses efforts aux publications critiquant les mouvements contre le Pan-Arabisme ( Fleury-Villette, 2004 ). Même si l'intérêt des intellectuels pour le tiers-monde était fondé moralement, l'influence de la presse a rendu possible la création de pratiques académiques des intellectuels dans une perspective plus objective.

Pendant la guerre d'Algérie, ce ne sont pas seulement les militaires qui se sont battus pour l'honneur de la France. Plusieurs Français, connus ou inconnus, ont arboré leurs idéaux universels, et ont agi concrètement. Dans cette perspective, on peut dire que l'influence des médias a été grande non seulement sur l'opinion publique, mais aussi sur les intellectuels. Malgré plusieurs efforts du gouvernement pour les faire

changer, ils se sont battus pour leurs propres idées.

#### d. Le gouvernement

Juste après le début de l'insurrection, la position du gouvernement était totalement claire et aussi unanime : le gouvernement a condamné ces actions comme étant du terrorisme et n'a toléré aucune remise en question de son autorité en Algérie.

Mais, le gouvernement est tombé dans la confusion graduellement. La guerre est devenue un échange de violence ; entre le FLN, les colons, l'armée française, et l'OAS. Traditionnellement, la France a adopté un gouvernement de coalition. En conséquence, si le gouvernement essayait de trouver un compromis avec le FLN, les colons attaquaient, et à cause des partis de droite qui supportaient ces idées, le gouvernement n'a pas pu arriver à une décision. Un gouvernement instable, consistant de plusieurs petits partis, s'est divisé autour de la guerre d'Algérie. La situation était encore plus sévère. Pour maintenir l'expédition de quelques dix mille soldats, le budget militaire a pesé lourdement sur les finances de l'Etat. Beaucoup de Français en avaient assez de la guerre, qui a duré longtemps. De plus, devant les nouvelles de la réalité des tortures des suspects du FLN, la tendance au pacifisme devint le courant principal en métropole.

Devant cette situation, pour garder « l'Algérie française », une partie des droites ( le RPF dans cette période ), a choisi de Gaulle.

En mai 1958, pour rivaliser avec les mouvements de l'indépendance, plusieurs colons en Algérie ont levé l'étendard de la révolte en complicité avec les autorités militaires. Le gouvernement a demandé à de Gaulle de devenir Premier ministre, puisqu'il était le seul qui pouvait réprimer l'autorité militaire. De Gaulle a considéré cette nomination comme une opportunité pour réaliser son rêve depuis longtemps. Il a présenté trois conditions à son entrée en fonction : 1) les pleins pouvoirs pour six mois, et des pouvoirs spéciaux pour l'Algérie 2) la prorogation de l'Assemblée Nationale pour quatre mois 3) un pouvoir pour proposer une nouvelle Constitution aux Français. En juin, avec toutes ces demandes remplies, de Gaulle a été investi à la présidence du Conseil de la IV<sup>e</sup> République. De Gaulle a constitué un gouvernement d'Union Nationale.

Toutefois, avec le nouveau Premier ministre, les visages du cabinet n'ont pas changé beaucoup. En fait, le maintien du style du cabinet précédent était pour gagner le support du monde politique en France, car le républicanisme demeurait encore très fort. Mais, vu du côté des troupes en révolte, qui souhaitaient un gouvernement solide pour garder « l'Algérie française », le cabinet de de Gaulle n'était qu'un objet de mécontentement.

Un événement a totalement changé la situation. Le 4 juin, de Gaulle est allé à Alger,

et du balcon du gouverneur, il a dit au peuple: « Je vous ai compris ». Ce discours a reçu le soutien enthousiaste des militaires et des colons. Même si de Gaulle n'a pas dit " quoi " ou " comment " il a compris, cela ne les intéressait pas. De Gaulle a ému les gens avec adresse, ce qui a contribué à solidifier sa position.

Le 28 septembre, un référendum sur le projet de Constitution était mis en place, et il était approuvé par 79,25% des suffrages exprimés. En août, les actes de terrorisme du FLN étaient fréquents, et cela a poussé les Français à se diriger vers l'établissement d'un régime fort.

Dans cette nouvelle Constitution de la V<sup>e</sup> République, il existe un Président, et un Premier ministre en même temps. Le président est élu par les députés, les sénateurs, et les conseillers généraux et municipaux, avec un mandat de sept ans. Il peut se substituer au parlement, nommer et révoquer le premier ministre librement, avoir le droit de référendum sur plusieurs projets de loi sans délibération du parlement, et dissoudre l'Assemblée Nationale en toute liberté. C'était aussi possible de concentrer le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif sur lui-même dans les cas d'urgence, et de rendre invalide une partie de la Constitution. Comme le cumul des postes de ministre et de parlementaire était interdit, les ministres devaient quitter leurs partis d'appartenance, et le Président possédait une autorité administrative encore plus forte. Proposer une motion de censure contre le gouvernement était possible, mais lors du vote, l'absence était considérée comme un appui au gouvernement.

Cette nouvelle Constitution était mise en application le 4 septembre 1958, et successivement, de Gaulle était élu Président de la V<sup>e</sup> République en décembre. Ainsi, de Gaulle avait réussi à renforcer le pouvoir présidentiel. Même si la dictature était évitée par la séparation des pouvoirs, de Gaulle a détesté un Président considéré égal au Premier ministre, et a renvoyé tout de suite les ministres qui s'opposaient à lui. Cependant, il a utilisé le référendum pour demander la confiance des électeurs, et fait des tournées en province fréquemment pour écouter les voix du peuple.

En tout cas, la guerre d'Algérie a joué un rôle critique en changeant le système des institutions françaises, qui reste encore de nos jours, bien que modifié. En plus, les forts pouvoirs accordés à de Gaulle ont ouvert la voie pour créer une politique extérieure particulière : « la troisième force » , qui ne s'allie ni aux Etats-Unis ni à l'Union Soviétique.

Bien que dans le même pays, les Français ont eu des attitudes différentes face à la guerre d'Algérie, selon leur positions diverses. Les voix contradictoires l'une à l'autre ont placé la IV<sup>e</sup> République dans une situation de non fonction, et ont contribué à céder

la gouvernance à de Gaulle.

## II. La guerre et le monde occidental

Malgré l'impression de beaucoup de gens, la guerre d'Algérie ne se borne pas à une guerre entre deux côtés. Au fur et à mesure que la guerre s'est prolongée, elle a eu un caractère international. C'est vrai que plusieurs pays dans le monde ont montré un intérêt à cette guerre, mais en même temps, c'était aussi les protagonistes de la guerre eux-mêmes qui ont transposé la guerre dans le contexte international.

### a. La décolonisation

Après la deuxième guerre mondiale, le monde était rempli d'une nouvelle idée : l'autodétermination. Dans cette situation, les pays européens n'ont plus pu garder leurs colonies. Les mouvements de décolonisation ont gagné le monde entier. La décolonisation est un processus selon lequel une colonie tente d'acquérir son indépendance du pays colonisateur. Les années 1945 à 1960, avec l'indépendance de l'Inde et du Pakistan en 1947, étaient plutôt des années où le mouvement de décolonisation était actif, et l'Algérie n'était pas une exception.

Comme mentionné ci-dessus, la France était embarrassée face à cette guerre, car les territoires d'outre-mer étaient considérés comme faisant partie de la France. Devant la nouvelle tendance à la décolonisation qui se diffusait dans le monde, il y avait un autre pays qui était perplexe : l'Angleterre.

Durant cette période, l'Angleterre a eu l'expérience de l'indépendance de plusieurs de ses colonies : l'Inde et le Pakistan en 1947, la Birmanie, le Sri Lanka, et Israël en 1948, et la Libye en 1951.

Bien sûr, les événements s'inscrivaient dans le courant de l'époque, mais en même temps, ce qui était remarquable chez l'Angleterre était que l'Empire n'a pas réussi à maîtriser les nationalismes politiques. Le pays, craignant la perte de sa force d'influence, a essayé d'introduire des politiques plus dures que celles des autres pays dans ses colonies. Pour les problèmes difficiles comme le budget ou les hommes de talent, l'Angleterre a essayé de traiter avec les élites, qui étaient aussi les nationalistes. Cela a été efficace dans les territoires autonomes, les "dominions", où la plupart étaient des colons de pays européens, mais n'a pas marché dans les pays où l'espérance pour la séparation était plutôt forte, comme l'Inde ou l'Égypte.

À ce moment-là, un événement très important a eu lieu : la nationalisation du canal de Suez en 1956.

En France, à ce moment-là, le pays était au milieu de la guerre d'Algérie. Et, pour la plupart des gens, non seulement l'opinion publique mais aussi le gouvernement, Nasser était considéré comme une éminence grise. Nasser a encouragé les Algériens à résister contre la France. Nasser aurait transporté des armes en Algérie et procuré des données stratégiques. En fait, Nasser était une force motrice du FLN, et si on vainquait l'Égypte, le FLN aurait été détruit à sa suite, telle était l'opinion générale à cette époque. C'était dans ce contexte que les deux pays ont estimé l'affaire de Suez si importante. Pour l'Angleterre, la guerre d'Algérie était idéale pour faire oeuvre commune avec la France dans l'affaire du Suez. Les deux pays ont donc marché ensemble.

Le canal de Suez avait été ouvert par les assistances financières de la France et de l'Égypte en 1869. Mais l'Égypte n'a pas pu remplir sa charge des frais de construction, et les actions de la nation d'Égypte ont été données à l'Angleterre. Après, le pays était sous le contrôle de l'Angleterre. Le canal était un endroit d'importance stratégique, car il reliait l'Angleterre avec l'Inde, le nord de l'Afrique, et la plus grande partie du Moyen-Orient. En 1952, par un coup d'État, un groupe d'officiers libéraux ont pris la gouvernance de l'État et ont fait se retirer les armées anglaises. En même temps, le nouveau gouvernement a tenté de rallier les pays arabes en s'érigeant en position de pays non-aligné. Mais, les États-Unis restant passifs à la vente d'armes à l'Égypte, quand le nouveau gouvernement a acheté des armes nouvelles à la Tchécoslovaquie, les relations avec les pays européens se sont détériorées, des mesures de représailles ont été prises. Dans une telle situation, en 1956, Nasser, qui était justement élu président, a annoncé la nationalisation du canal de Suez.

Évidemment, le projet de nationalisation de Nasser n'était pas acceptable pour l'Angleterre ni pour la France, qui gagnait des profits par les revenus de droits de passage. Les deux pays ont voulu envahir l'Égypte pour s'assurer le contrôle du canal, mais après la deuxième guerre mondiale, une telle action n'était pas acceptable pour la société internationale. Donc les deux pays ont porté leurs regards sur Israël. Leur plan était de faire envahir l'Égypte par Israël d'abord, puis l'Angleterre et la France notifieraient l'évacuation de la péninsule du Sinai à Israël et à l'Égypte pour une séparation des forces. Naturellement, aucun pays n'allait évacuer son propre territoire, donc les armées des deux pays interviendraient en Égypte, et après avoir chassé l'armée égyptienne à l'ouest du canal de Suez, les deux resteraient dans le territoire pour le maintien de la paix.

Après le commencement de ce plan en octobre 1956, la reddition de l'Égypte semblait proche, mais soudain, les États-Unis ont demandé le retrait complet des armées française, israélienne, et anglaise, et le cessez-le-feu. Que les États-Unis, pays allié,

prennent parti pour l'Égypte, était un mécompte des trois pays envahisseurs. Par cette action, la structure a changé pour une situation où l'Angleterre, la France, et Israël s'opposaient aux États-Unis. Le Canada a alors proposé la nouvelle idée des casques bleus à l'ONU, et l'Angleterre et la France ont pu se retirer avec honneur.

Pour l'Angleterre, la guerre d'Algérie était considérée importante pour deux raisons : comme une menace de diffusion du courant de décolonisation encore plus grande, et une chance de résoudre l'affaire du canal de Suez ensemble avec la France sous la raison nominale de " faire tomber Nasser ". En fait, la continuation du gouvernement de Nasser n'était pas le plus important pour l'Angleterre. Garder le canal était le seul fait auquel le pays s'est agrippé. Mais, avec la tendance à l'autodétermination et la non-intervention dans les affaires intérieures, les deux ont échoué, et à partir de là, l'hégémonie anglaise a commencé son déclin. En 1960, lors d'une assemblée de l'ONU, la déclaration d'attribution de l'indépendance aux colonies était adoptée. 89 pays ont voté pour cette déclaration, aucun contre. Parmi les 9 pays qui se sont abstenus, on trouve l'Angleterre et la France.

#### b. Les nationalismes

La montée en puissance du mouvement d'autodétermination a ouvert la voie pour les nationalismes dans le monde. Un grand nombre de pays d'Afrique et d'Asie ont acquis l'indépendance après la deuxième guerre mondiale. Dans une telle période, en avril 1955, la première conférence d'Asie et d'Afrique s'est tenue : la conférence de Bandoeng.

Le but de cette conférence était de créer une force de neutralité pendant la guerre froide. La structure de la guerre froide, constituée par les États-Unis et l'Union Soviétique, s'était déjà répandue dans les pays asiatiques et africains aussi, comme la Guerre de Corée ou la campagne d'Indochine. Les 29 pays qui se sont rassemblés ont poursuivi l'anti-impérialisme, l'anti-colonialisme, et l'esprit d'autodétermination.

Lors de cette conférence, les pays se sont mis d'accord pour mener à bonne fin l'intention d'être " une troisième force ", ni avec les États-Unis, ni avec l'Union Soviétique. En fait, la troisième position était créée pendant la guerre froide. Aussi, cela signifie qu'une position qui adoucit la contrainte entre les deux grands pays était fondée. Les dix principes adoptés pendant la conférence faisaient une promesse d'éviter les interventions dans la politique intérieure des autres pays, d'abandonner des actions d'invasion, de chantage, d'exercice de la force, et de respecter la justice et les responsabilités internationales.

Parmi plusieurs autres causes de guerre, on peut bien dire qu'il existait les nationalismes. Originellement, le nationalisme signifiait la conformité de la nation et

des ethnies. Cela est normal dans la plupart des pays dans le monde, mais pour les colonies, ou les territoires d'outre-mer, ce n'était pas le cas. C'était à cause des frontières artificielles fabriquées par les pays colonisateurs. Effectivement, il existaient des ethnies diverses en Algérie à cette époque : les Berbères, qui étaient des autochtones, les Arabes, venus après le 7<sup>e</sup> siècle avec l'Islam, et plusieurs colons d'Europe, les Français en premier. Après 1830, quand la gouvernance de la France a commencé, les autres ont du souffrir de la supériorité de l'ethnie des colons, ce qui a créé un problème identitaire. C'était eux qui habitaient là depuis longtemps, qui avaient créé une civilisation, et tout à coup, les Européens sont venus, et ont tout pris. Pendant les deux guerres mondiales, les Algériens ont été forcés de servir dans l'armée française. En plus, on peut bien mentionner les tortures sous le contrôle de la France. Les Algériens ne possédaient aucun droit civil, et les tortures et les violences s'étaient propagées. Enfin, les gens ont commencé à avoir conscience de la "différence" entre eux : un, qui peut décider et faire tout, et l'autre, qui doit obéir à ce que l'autre a décidé, n'importe quoi. Cette division de "l'intérieur" et "l'extérieur" a causé l'impulsion du rassemblement, et de retour à leur ethnicité.

Dit autrement, c'était une nécessité de poursuivre le renversement du contrôle de la France, et d'acquiescer l'indépendance. Dans une telle situation, les nationalistes ont commencé à être chargés d'une mission d'indépendance. Les émeutes ou les rébellions contre le gouvernement français ont eu lieu plusieurs fois, mais toujours ont été réprimées. Pour bien exercer l'action du nationalisme, on a besoin de l'assistance d'une grande puissance.

C'est pourquoi le FLN a éprouvé de la sympathie pour les autres pays non-alignés. Pour réaliser son impulsion de pan-arabisme, le camp du capitalisme ou celui du communisme n'étaient pas intéressants. Le nationalisme était l'idée de la région, qui développe plusieurs points de vue, et le contraire du courant mondial, qui essayait d'unifier le monde. De plus, les États-Unis et l'Union Soviétique n'étaient pas exclusifs l'un à l'autre. Tous les deux sont importants, pour la politique diplomatique désirent recevoir de l'assistance. Le FLN a pris la position d'un pays non-aligné, et en mettant en balance les deux grandes forces, il a réussi à développer son mouvement avec de l'aide.

Ce n'étaient pas seulement les deux grandes puissances qui l'ont soutenu. Le pan-arabisme est une idée générale pour tous les pays arabes dans le monde, et la plupart ont participé à la conférence de Bandoeng en 1955. Le FLN a agi sur les pays arabes avec adresse, et a réussi à inspirer de la sympathie. Il a obtenu une assistance financière, en plus de celles des États-Unis ou bien de l'Union Soviétique, et a répandu ses bases. Même si le FLN a pu obtenir l'adhésion des États-Unis sur le point de

l'anti-colonialisme ou celle de l'Union Soviétique sur le communisme, le fondement du mouvement était le nationalisme, et les pays non-alignés étaient les partenaires avec lesquels il pouvait être d'accord fondamentalement.

Toutefois, il y avait une diversité dans les pays non-alignés aussi : avec l'Égypte, qui était pro-américaine, ou la Corée du Nord, qui a pris la tête d'un mouvement anti-américain. Il est à noter que quand on dit "les pays non-alignés", on ne signifie pas nécessairement la même pensée.

### c. La guerre froide

Pendant la guerre d'Algérie, le monde était au milieu de la guerre froide. Cette « guerre » est apparue en 1947, une guerre d'idéologie entre les États-Unis et l'Union Soviétique. Comme on peut s'en apercevoir avec le mot "froide", il n'existait pas de grande collision militaire dans le monde, mais dans plusieurs pays d'Orient et d'Afrique, la guerre de région a fait jour, et la guerre d'Algérie était une de ces guerres.

Dans cette partie, on va regarder comment les deux grandes puissances, les États-Unis et l'Union Soviétique, ont considéré cette guerre.

#### Les États-Unis

L'Algérie sous le contrôle de la France souffrait de l'excès de personnel et d'un haut taux de chômage chroniquement, à cause du sous-développement et d'un haut taux de natalité pendant longtemps. Comme les Algériens étaient témoins de la prospérité écrasante des armées alliées pendant la deuxième guerre mondiale, les nationalistes ont demandé directement aux États-Unis de les aider. Après 1950, la position des États-Unis s'est éloignée de l'anti-colonialisme traditionnel, mais il n'ont pas soutenu la politique de la France en Afrique du nord entièrement non plus. D'un côté, le communisme pouvait devenir puissant après l'indépendance des colonies dans la confusion, mais d'un autre côté, le maintien de la gouvernance des colonies pouvait faire passer les nationalistes au bloc communiste.

Après le commencement de la guerre en 1956, le FLN s'est allié avec les pays arabes d'un côté, et d'un autre côté, a tenté le contact avec le département d'État des États-Unis, et a compté sur son influence sur la France. Cette stratégie diplomatique a détérioré la relation franco-américaine.

Du côté de la France, à mesure que la guerre est devenue plus sérieuse et plus longue, la dépendance vis-à-vis des États-Unis était inévitable pour fournir des fonds et des armements. La guerre d'Algérie était liée à un problème financier pour la France, et l'importance de la fourniture d'appui des États-Unis a grandi. Pour les raisons

mentionnées plus haut, la situation internationale, surtout avec les Etats-Unis comme point de mire, était développée pour justifier la guerre, par la France et le FLN aussi. L'argument que la France a utilisé était celui de la guerre froide. La France a insisté que la victoire des nationalistes allait causer la diffusion du communisme en Afrique, et pour l'éviter, a demandé l'assistance des Etats-Unis.

Toutefois, en fait, la force communiste était assez faible en Algérie. Le soutien en armes de l'Égypte a été souvent annoncé, mais on n'a pas de preuve évidente. La logique de la guerre froide semblait inefficace pour persuader les Etats-Unis.

En fait, ce que les Etats-Unis appréhendaient n'était pas les activités des communistes, mais le scénario selon lequel la France échouerait dans la résolution de cette guerre. Les relations entre la France et le Maroc, et la France et la Tunisie ont dépendu de cette guerre, en cas d'échec, la France allait perdre toute sa présence dans le Maghreb. Par conséquent, les Etats-Unis allaient devoir remplir le vide, cela allait coûter cher, et la relation entre les Etats-Unis et la France allait se détériorer.

La France a décelé cette appréhension des Etats-Unis. Si la France se retirait d'Algérie, le vacuum de force apparaissait, et la communauté de l'Europe entière allait éprouver un dommage. En raison de cette compréhension, la France a pu souligner qu'elle défendait l'Algérie, " les première lignes " de l'OTAN à la place des autres pays du bloc occidental. Le bien-fondé de la logique de la guerre froide est valable dans une certaine mesure pour cette raison ( Connelly, 2002 ). Selon Guy Mollet, le secrétaire général du parti communiste, « Les États-Unis ne jouent pas en Afrique du Nord double jeu, mais un jeu double » ( Fujii, 2003 ).

Par conséquent, les Etats-Unis n'ont pas pu maintenir « la politique du milieu », qui était de garder une distance avec les pays coloniaux et les forces des mouvement de libération nationale. Les Etats-Unis ont garanti leur aide à la France à la condition d'une résolution libérale de la guerre d'Algérie. Mais, parce que les Etats-Unis ont dû répondre à la demande de vente d'armes de la Tunisie, juste après son indépendance, la France a vu dans cette attitude un abus de confiance. La détérioration de la relation franco-américaine a engendré une crise politique en France, et a contribué à mener le pays à la ruine de la IV<sup>e</sup> République.

#### L'Union Soviétique

Par rapport aux Etats-Unis, l'Union Soviétique n'a pas montré un intérêt fort en Afrique du nord. La réaction de l'Union Soviétique à la guerre d'Algérie était très pale. En pensant à l'influence sur le parti communiste en France, l'Union Soviétique a hésité à intervenir dans cette guerre.

La cause du changement de direction pour l'Union Soviétique a été la politique de la Chine. Au début des années cinquante, les deux pays étaient au milieu du " débat ". Même si les deux s'accordaient sur le point de garder la force du communisme face aux Etats-Unis, les situations intérieures étaient différentes. Le 19 septembre 1959, le FLN a proclamé la fondation du gouvernement provisoire d'Algérie. Le FLN n'était pas uni complètement dans l'intérieur du pays, mais l'organisation a réussi à gagner la sympathie des autres pays dans le monde en donnant l'impression de commander parfaitement la situation algérienne et d'être aux prises avec la France. Les premiers pays qui ont reconnu ce gouvernement étaient le Maroc, la Syrie, le Liban. Ensuite, la Chine a suivi immédiatement, avec le Vietnam et la Corée du nord. L'assistance de la Chine au FLN était plus grande que celle des autres pays concernés. Inversement, le FLN n'a pas fait confiance au parti communiste d'Algérie complètement, et à l'Union Soviétique non plus.

Mais, craignant que la Chine n'ait une forte influence sur l'Afrique du nord et le communisme lui-même, et faisant face à une crise du communisme à partir de l'insurrection hongroise de 1956, l'Union Soviétique a pensé que l'internationalisation de cette guerre était essentielle. Pour elle, l'intervention n'était pas intéressante, mais plus que la bataille entre l'Algérie et la France, la détérioration de la relation entre les Etats-Unis et la France était importante dans le contexte de la guerre froide. Ainsi, l'Union Soviétique, qui était hors de cette guerre pendant longtemps, s'est mise d'accord avec le slogan d' " internationalisation " de cette guerre.

Dans le contexte de la guerre froide, l'acteur principal était les Etats-Unis, sur le plan de l'assistance financière. Au contraire, l'Union Soviétique n'a pas montré beaucoup d'intérêt. Ce fait exprime que la guerre d'Algérie n'était pas une guerre entre le capitalisme et le communisme, mais plutôt une guerre de décolonisation et des nationalismes.

## Conclusion

Comme mentionné ci-dessus, des perceptions diverses sont possibles pour une analyse de la guerre d'Algérie. Non seulement pour l'Algérie et la France, la guerre a eu une importance pour les autres pays dans le monde occidental aussi. En traitant des mouvements de décolonisation, de l'impulsion des nationalismes, et des stratégies de la guerre froide, on peut mieux comprendre cette guerre.

Maintenant, même 40 ans après l'indépendance, l'Algérie souffre de la dépendance

vis-à-vis des pays avancés en économie, d'instabilité dans le monde politique. Dans le cas de la France, le nombre important d'immigrés venus d'Algérie pose des difficultés, dans le domaine de l'éducation, du travail, ou de la religion. L'origine de ces problèmes est très complexe et on ne peut pas arriver à des résolutions aisément. Enfin, dans la mémoire nationale commune algérienne maintenant, il existe cette guerre, la guerre d'Algérie.

## La bibliographie

### les livres

- Connelly, Matthew, *A Diplomatic Revolution: Algeria's Fight for Independence and the Origins of the Post-Cold War Era*, Oxford, Oxford University Press, 2002.
- House, Jim, et MacMaster, Neil, *Paris 1961: Algerians, State Terror, and Memory*, New York, Oxford University Press, 2006.
- Naylor, Phillip C., *France and Algeria: A History of Decolonization and Transformation*, Gainesville, University Press of Florida, 2000.
- Rioux, Jean-Pierre, *La guerre d'Algérie et les français: Colloque de l'Institut d'histoire du temps présent*, Fayard: le Centre national des Lettres, 1990.
- Stora, Benjamin, *Algeria 1830-2000*, Translated by Jane Marie Todd, Ithaca and London: Cornell University Press, 2001.

### les articles

- Cazabon, Thierry H., 'L'Opinion Publique en France et le Démantèlement de l'Empire Colonial: II La Guerre d'Algérie (1954-1962)', *Nagoya shokadaigaku ronshu*, vol.35, no. 2, 1991.3, pp.263-288.
- Fleury-Villatte, Béatrice, 'La télévision française et la mémoire de la guerre d'Algérie', *Asia Keizai*, 45(10), 2004.10, pp.115-127.
- Fujii, Takashi, 'Reisenso to datsushokuminchika—arujeria senso to futsubeikankei', *Kokusai seiji: reisen sinosaikento*, vol.134, 2003.11.
- Matsuura, Yuusuke, 'Furansuno shokuminchi hikiageshatachi', *Azia yuugaku*, vol.85, 2006.3, pp. 182-186.
- Ootake, Hideo, 'Furansu shinsayoku undo to arujeria senso', *Kyoto teikokudaigaku hokadaigaku hogakuronshu*, vol.156(5-6), 2005.3, pp.22-57.